

Pour diffusion immédiate

Also available in English

## **NOUVEAU SONDAGE : 80 % DES CANADIENS VEULENT QUE LE RÉGIME CANADIEN D'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS SOIT MODIFIÉ** *Le Parlement votera sur le projet de loi d'une députée pour réformer le Régime*

**26 novembre 2009 (Toronto)** — Le Réseau juridique canadien VIH/sida renouvelle son exhortation au Parlement pour l'adoption d'un projet de loi émanant d'une députée afin de réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM), citant à son appui un nouveau sondage qui a révélé que 80 pourcent des Canadien-nes sont en faveur des importants changements proposés. Les députés commenceront le 27 novembre le débat en seconde lecture du Projet de loi C-393 — déposé par une députée afin d'amender le RCAM — et un vote est prévu le 2 décembre. Le sondage national a été réalisé par le cabinet de recherche sur l'opinion publique Pollara, pour le Réseau juridique, Carrefour canadien international et UNICEF Canada.

« Les Canadiennes et Canadiens veulent que leur gouvernement fasse ce qu'il se doit et adopte le Projet de loi C-393 », résume Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique. « Les enfants des pays en développement ont assez attendu que le Canada tienne parole. Il faut agir dès maintenant. »

Interrogés quant au principe directeur qui devrait être le plus important dans l'administration du Régime canadien d'accès aux médicaments, neuf Canadien-nes sur dix (91 %) ont répondu que le *principe directeur* du RCAM devrait être « d'assurer un processus simplifié qui permet de vendre et de livrer rapidement » des médicaments génériques aux pays en développement, à l'opposé de « protéger les brevets des sociétés pharmaceutiques de marque » que seulement 9 % des Canadien-nes appuient comme principe directeur.

Adoptée il y a plus de cinq ans par le Parlement, avec l'appui de tous les partis, cette initiative qui était intitulée *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique* avait pour but de faciliter l'exportation de médicaments abordables pour les personnes de pays en développement. Ceci devait être accompli en permettant aux fabricants canadiens de médicaments génériques de demander des licences spéciales pour fabriquer et vendre des versions génériques moins coûteuses de médicaments d'origine brevetés par des sociétés pharmaceutiques de marque. En retour, les sociétés pharmaceutiques de marque touchent des redevances. Cependant, l'initiative n'a pratiquement pas permis de remplir la promesse du Parlement : une seule commande, d'un médicament, a été acheminée à un seul pays.

Le Projet de loi C-393 vise à simplifier le fonctionnement de la loi, en la rendant plus adaptée à ses usagers potentiels et plus efficace tout en respectant les obligations du Canada en vertu du droit international. Le Projet de loi C-393 remplacerait le système actuel qui est inefficace, par une solution à « licence unique » : un fabricant de médicaments génériques n'aurait besoin que d'une licence pour exporter un produit à tout pays en développement qui est admissible et qui souhaite l'acheter — il ne serait plus nécessaire de demander une nouvelle licence pour chaque commande du produit.

Si une faible majorité (52 %) des Canadien-nes ont répondu être au courant du RCAM, deux répondants sur trois (64 %) ont indiqué qu'ils appuient cette loi, après en avoir lu une brève description.

Interrogés sur les propositions de réforme du RCAM, huit Canadien-nes sur dix (80 %) ont déclaré qu'ils appuient les propositions de changements; seulement 9 % y sont opposés. L'appui à la réforme du CAMR est élevé dans toutes les régions et tous les groupes démographiques.

« Le Parlement a une occasion d'adopter un projet de loi qui peut être une victoire pour tous », souligne M. Elliott. « Une victoire pour les personnes malades dans les pays en développement, qui ont besoin de médicaments; une victoire pour les fabricants canadiens de médicaments génériques, qui pourront fournir ces médicaments; une victoire pour les sociétés pharmaceutiques de marque, qui toucheraient des redevances; et une victoire pour le Canada en termes de renommée internationale — tout cela sans aucun coût pour les contribuables canadiens. Mais le moment d'agir est maintenant. »

Les résultats complets du sondage peuvent être consultés à [www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)

– 30 –

### **Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida**

Le Réseau juridique canadien VIH/sida ([www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques, éthiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

### **Au sujet du sondage**

Du 20 au 22 octobre 2009, Pollara a réalisé un sondage sur Internet auprès d'un échantillon sélectionné au hasard et représentatif, composé de 1 025 adultes canadiens de 18 ans et plus. La marge d'erreur pour l'échantillon total est de +/- 3,1 %, 19 fois sur 20.

Pour de plus amples renseignements :

*Also available in English*

Gilles Marchildon  
Directeur des communications

Réseau juridique canadien VIH/sida  
Tél. : +1 416 595-1666 (poste 228)  
Cellu. : +1 647 248-2400  
Courriel : [gmarchildon@aidslaw.ca](mailto:gmarchildon@aidslaw.ca)

Christopher Holcroft  
Directeur, Empower Consulting, pour le Réseau juridique canadien VIH/sida  
Cellu. : +1 416 996-0767  
Courriel : [chris\\_holcroft@yahoo.com](mailto:chris_holcroft@yahoo.com)

# POLLARA

**Canadian HIV/AIDS Legal Network, UNICEF Canada and  
Canadian Crossroads International:**

**Canada's Access to Medicines Regime (CAMR) Survey**



Research Report

October 2009

# Methodology

- From October 20 to October 22, 2009, Pollara conducted an online survey among a randomly selected, representative sample of 1,025 adult Canadians aged 18 and over. A non-probability sample of this size with a 100% response rate would have an approximate margin of error of +/- 3.1 percentage points, 19 times out of 20 for the total sample. The results have been statistically weighted according to the most current Census data for age, gender and region to ensure the dataset reflects the actual population distribution. Discrepancies in or between totals are due to rounding.

Regional Distribution	Complete	Margin of Error*
British Columbia	n=92	+/- 10.2%
Alberta	n=96	+/- 10.0%
Prairies	n=105	+/- 9.6%
Ontario	n=409	+/- 4.9%
Quebec	n=233	+/- 6.4%
Atlantic	n=90	+/- 10.3%
<b>CANADA</b>	<b>n=1025</b>	<b>+/- 3.1%</b>

\* Sampling margin of error calculated at 95% confidence interval.

# Executive Summary

## CONTEXT

- Canadians almost unanimously agree that it is important to help people in the developing world who need medicines to prevent and treat diseases such as AIDS, tuberculosis and malaria.
- A half of Canadians do not feel the federal government is providing enough help to developing countries to deal with serious diseases by making medicines more affordable or by increasing access to medicines.

## CAMR: AWARENESS & FAMILIARITY

- Upon being read a brief description of Canada's Access to Medicines Regime, a slim majority (52%) of Canadians indicate awareness. Depth of understanding of CAMR is low – just 18% are very or somewhat familiar with the legislation.

## CAMR: SUPPORT FOR CURRENT LEGISLATION & REFORM

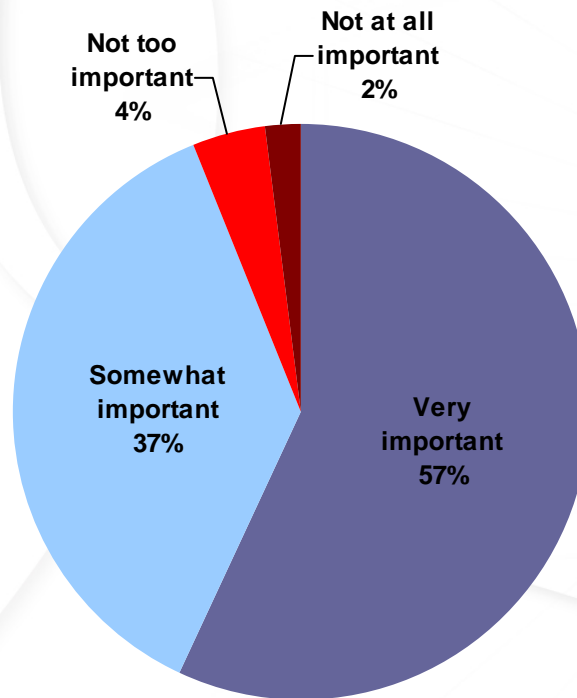
- After reading a brief description of CAMR, two-thirds of Canadians support the current legislation, while a fifth say they are opposed to it. The rest are unsure.
- Moreover, upon then being read a brief description of the proposed “one license” changes in the bills presently before Parliament, eight-in-ten indicate support for these proposed reforms. Just 9% are opposed and 11% are unsure.
- In addition, when asked to choose between two guiding principles for CAMR, nine out of ten Canadians prefer “ensuring a simplified process that allows for quick sale and delivery of generic medicines to developing countries” as opposed to “protecting the patents of brand-name drug companies.”

# Detailed Results

POLLARA 

# Importance of Helping People in Developing Countries

- Canadians almost unanimously agree that it is important to help people in the developing world who need medicines to prevent and treat diseases such as AIDS, tuberculosis and malaria, with 93% saying this is an important initiative. More than half (57%) say this is “very important” and another 37% describe it as “somewhat important.”

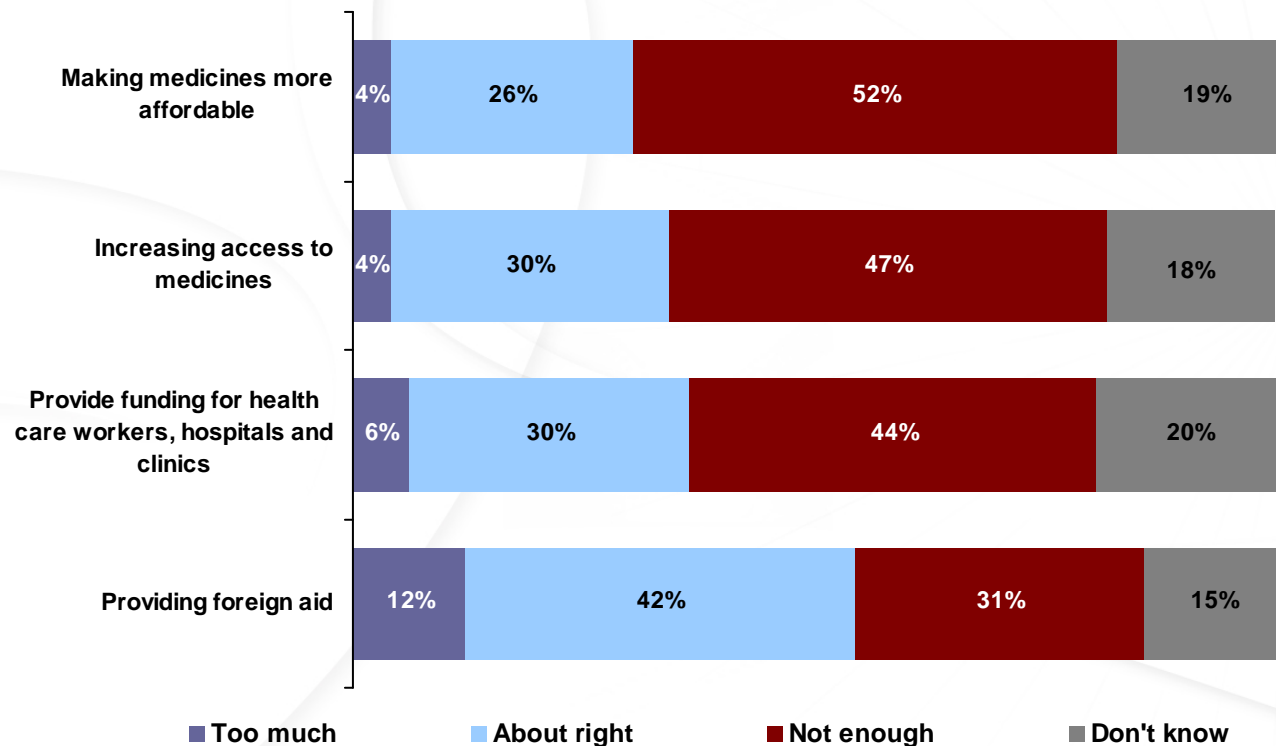


Question: “To begin, how important do you think it is for Canada to help people in the developing world who need medicines to prevent and treat diseases such as AIDS, tuberculosis and malaria.” [n=1025]



# Federal Government Help

- Most Canadians (52%) do not feel the federal government is providing enough help to developing countries to deal with serious diseases by making medicines more affordable. Many also don't feel Ottawa is doing enough in terms of increasing access to medicines (47%) or providing funding for health care workers, hospitals and clinics (44%).



Question: "To the best of your knowledge, do you think that the federal government is providing too much, not enough, or about the right amount of help to developing countries to deal with serious diseases in each of the following areas?" [n=1025]

# Awareness and Familiarity with CAMR

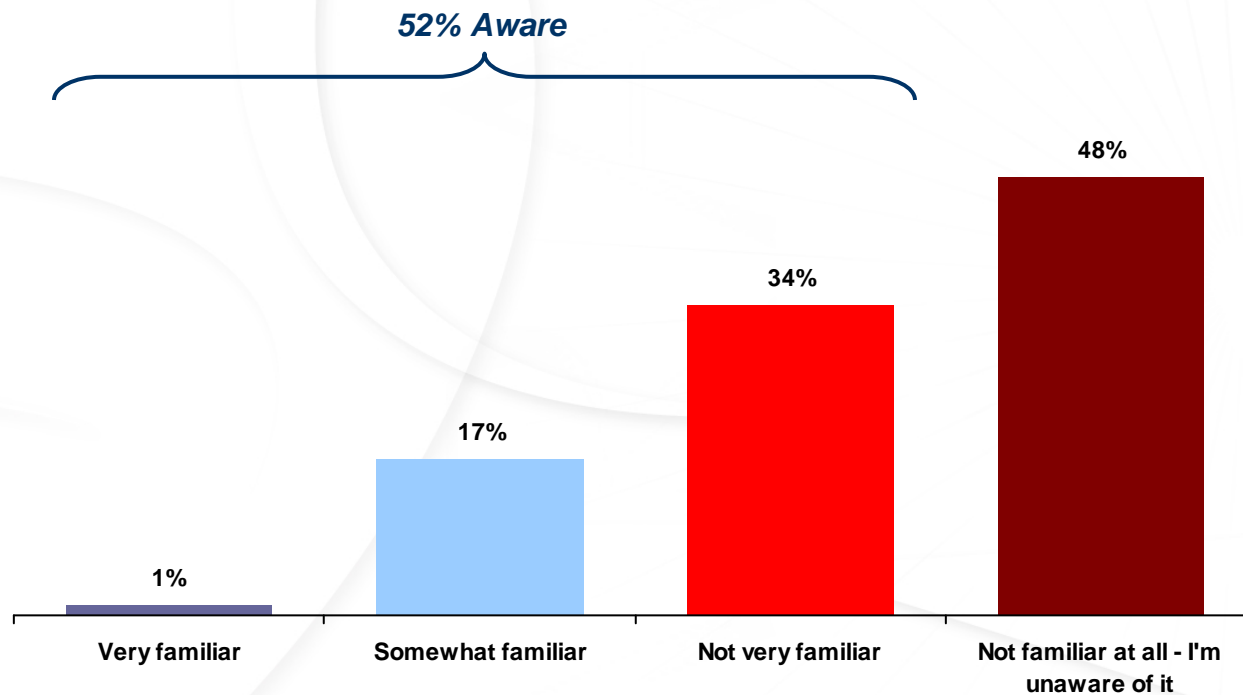
- To gauge familiarity with Canada's Access to Medicines Regime (CAMR), respondents were provided with the following brief description of the legislation:

*As you may know... In 2004, Canada's Parliament passed a law that created "Canada's Access to Medicines Regime" (CAMR). The law is supposed to help developing countries (in Africa and elsewhere) get increased access to less expensive medicines for AIDS, tuberculosis, malaria, or other diseases.*

*It aims to achieve this by letting Canadian generic drug companies apply for special licenses to manufacture and sell generic, lower-priced versions of the original medicines patented by brand-name drug companies – but they can only sell these generic medicines to eligible developing countries named in the law. In return, the brand-name drug companies collect royalties from the sales of these generic drugs to developing countries.*

# Awareness and Familiarity with CAMR

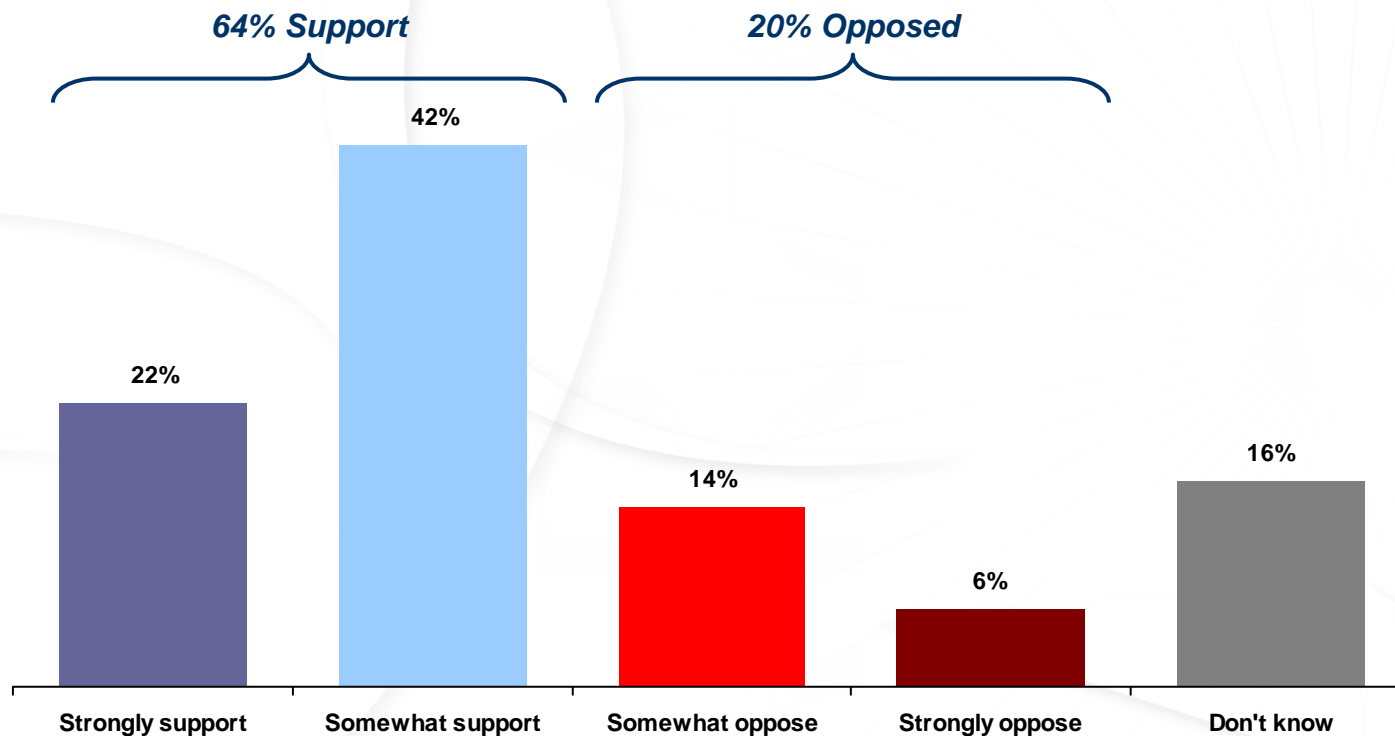
- Upon being read a brief description of Canada's Access to Medicines Regime, a slim majority (52%) of Canadians indicate awareness.
- Depth of understanding of CAMR is low – just 18% are very or somewhat familiar with the legislation.
- While familiarity with CAMR is low across the board, it is highest among men (23%) and those with a university education (22%).



Question: "As you may know... In 2004, Canada's Parliament passed a law that created Canada's Access to Medicines Regimer (CAMR) ... [DESCRIPTION CUT] ... How familiar are you with this law?" [n=1025]

# Support for / Opposition to CAMR

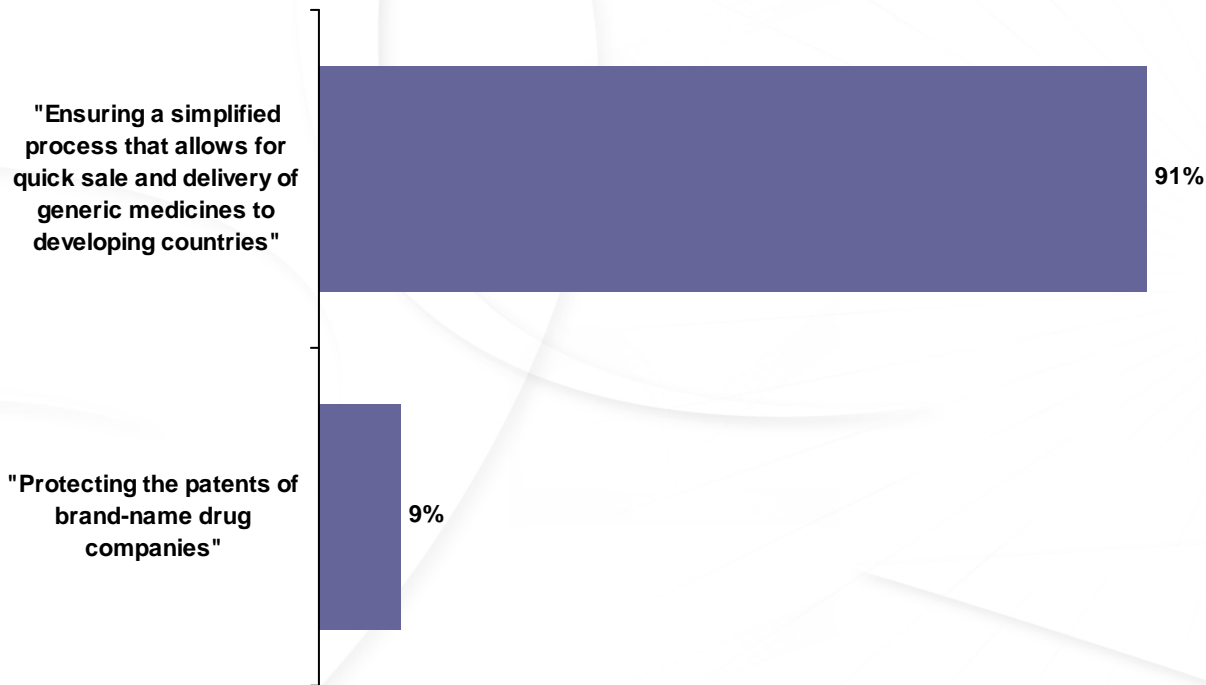
- Based upon the previous description of CAMR, two-thirds of Canadians (64%) support the legislation, while 20% say they are opposed to it. Another 16% are unsure.
- Support is strongest among men (70%) and among those with a university education (71%).



Question: "And, based on what you have read or know, do you support or oppose this law?" [n=1025]

# CAMR'S Guiding Principle

- Nine out of 10 Canadians (91%) say the guiding principle of CAMR should be “ensuring a simplified process that allows for quick sale and delivery of generic medicines to developing countries,” as opposed to “protecting the patents of brand-name drug companies,” which only 9% of Canadians support as a guiding principle of CAMR.



Question: “And, which of the following possible guiding principles do you think should be most important when administering Canada’s Access to Medicines Regime (CAMR)?” [n=1025]

# Support for / Opposition to Changing CAMR

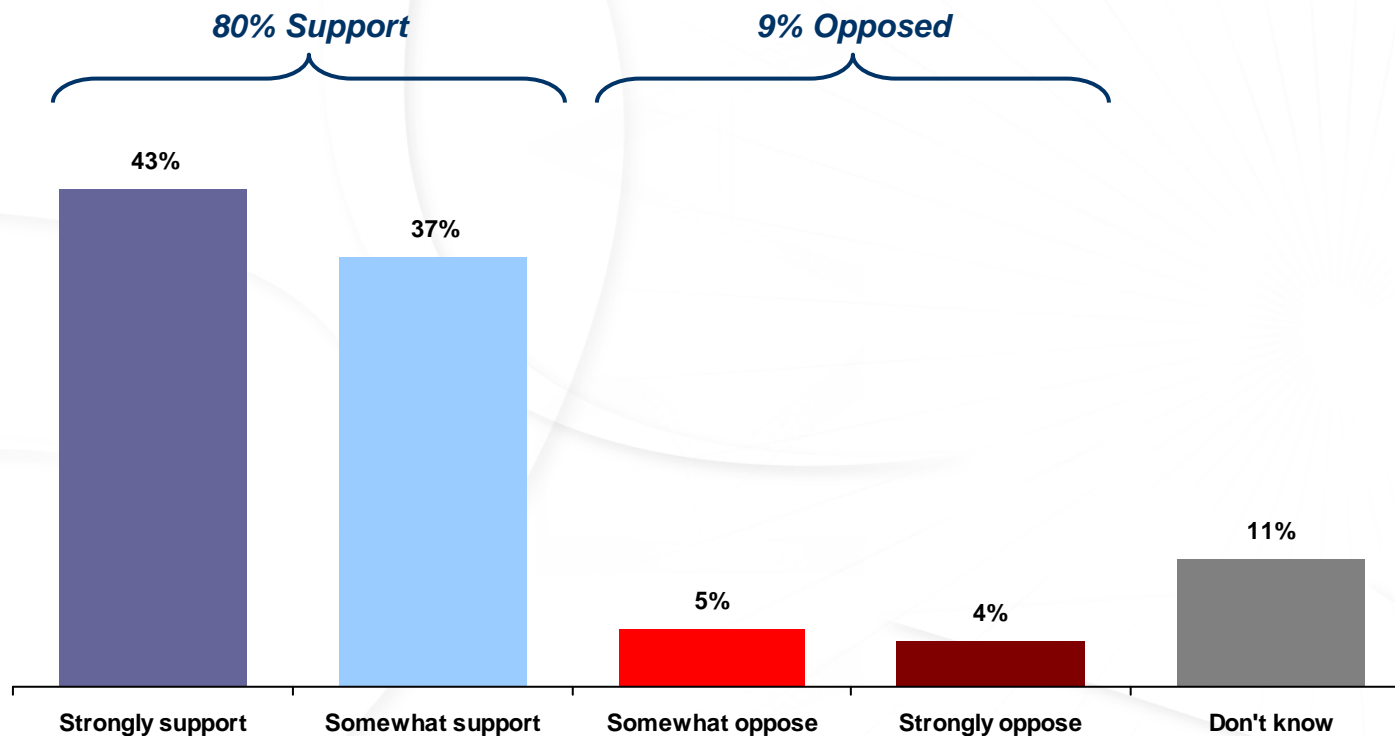
- To gauge support for or opposition to proposed changes to Canada's Access to Medicines Regime (CAMR), respondents were provided with the following brief description of the proposed changes:

*Now, as you may know, there are two bills currently being debated in Parliament that seek to make the CAMR licensing process simpler and easier for generic drug companies and developing countries. At present, CAMR requires generic drug companies to apply for a special license for each order of medicines for each individual country they wish to supply.*

*The proposed changes would only require generic drug companies to obtain one license for each medicine they intend to make, and would allow them to make this medicine to fill multiple orders for as many eligible developing countries as needed – without having to re-apply for a license for each drug order.*

# Support for / Opposition to Changing CAMR

- Four out of five Canadians (80%) support changing CAMR to make the licensing process simpler and easier for generic drug companies and developing countries. This includes 43% who strongly support the proposed changes to the legislation. The strong level of support for changing CAMR is consistent across all demographic and socio-economic subdivisions of Canadian society.



Question: "Now, as you may know, there are two bills currently being debated in Parliament that seek to make the CAMR licensing process simpler and easier for generic drug companies and developing countries ... [DESCRIPTION CUT] ... Thinking about this, do you support or oppose these proposed changes to CAMR?" [n=1025]

# POLLARA

**101 Yorkville Avenue, Suite 301  
Toronto, Canada M5R 1C1  
Tel: 416.921.0090 | Fax: 416.921.3903  
[www.pollara.com](http://www.pollara.com)**